



Conseil national du sida
et des hépatites virales
39-43 quai André Citroën
75902 Paris cedex 15
T. +33(0)1 40 56 68 50
www.cns.sante.fr

FR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

28/11/2017

L'URGENCE D'UNE RÉPONSE À LA MESURE DE L'ÉPIDÉMIE DANS LES TERRITOIRES DE GUYANE ET DES ANTILLES FRANÇAISES

L'épidémie de VIH/sida est toujours active en France. Pour l'enrayer d'ici 2030, la France s'est assigné, avec d'autres pays, un objectif intermédiaire ambitieux à l'horizon 2020 : optimiser à 90 % le taux de dépistage de l'infection VIH et celui de l'efficacité de sa prise en charge. Les données récentes disponibles montrent que cette ambition est réaliste au niveau national ; elle doit cependant être portée au niveau de chaque région de France, afin de réduire les inégalités territoriales dans la lutte contre le VIH/sida.

En Guyane et dans les Antilles françaises, la situation épidémique demeure particulièrement inquiétante, et cet objectif ne pourra être atteint sans un effort d'une ampleur sans précédent, notamment dans les domaines de la prévention et du dépistage : en Guyane et en Guadeloupe, le taux des nouvelles infections par le VIH et le pourcentage de personnes qui ignorent leur infection sont plus élevés que dans toutes les régions de métropole. Ils sont notamment 10 fois plus élevés que les moyennes nationales en Guyane, où la situation est proche de celle observée en Afrique subsaharienne. Dans d'autres territoires ultramarins tels que l'île de Mayotte, les données disponibles sont incomplètes mais laissent craindre une situation comparable.

Marqué par un niveau de vie globalement inférieur à celui de la métropole, un taux de chômage largement supérieur et des obstacles spécifiques d'accès au droit, gravement affecté par des périodes de tension sociale et des chocs climatiques, l'outre-mer réunit des territoires français dans lesquels la lutte contre le VIH/sida n'est pas à la mesure des enjeux locaux. Cette situation, que le Conseil national du sida et des hépatites virales (CNS) a dénoncée à trois reprises depuis 1996, justifie d'être à nouveau analysée. Le CNS rendra dans les prochains mois un Avis suivi de recommandations consacré aux territoires de la Guyane et des Antilles françaises, nourri par un dialogue avec les acteurs locaux.

A la veille de cette nouvelle Journée mondiale de lutte contre le VIH/sida, le CNS entend exprimer l'urgence d'une réponse déterminée de la France à une situation inacceptable sur une partie de son territoire.

Contact : **Julien Bressy**, Chargé de communication, 01 40 56 68 52 | 06 35 26 85 71 | julien.bressy@sante.gouv.fr